

Pauvreté

Catherine Herszberg : « en France, il y a un vrai racisme de classe »

Laurent Grzybowski - publié le 07/06/2012

L'écrivaine a enquêté sur le regard que porte notre société sur les démunis. Elle dénonce le racisme social et les effets pervers d'une approche compassionnelle.

La pauvreté est devenue un -phénomène massif. Pourtant, cette réalité ne semble susciter aucune réaction

indignée. Indifférence ? Aveuglement ? Individualisme ? C'est pour répondre à cette question, qui la taraude depuis longtemps, que -Catherine Herszberg est allée à la rencontre d'une soixantaine d'hommes et de femmes, de toutes catégories sociales, en France.

Il existe déjà beaucoup de livres sur la pauvreté. Pourquoi cet ouvrage ?

Je n'ai pas voulu écrire un livre sur les pauvres, mais sur le regard que nous portons sur les plus démunis. J'ai cherché à savoir pourquoi l'une des sociétés les plus riches peut tolérer en son sein 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, sans que ce soit considéré comme un scandale. Mon objectif était de faire le portrait d'une France d'aujourd'hui. Pour mener mon enquête, j'ai interrogé 60 personnes dans tout le pays, de différentes catégories sociales, mais toujours au-dessus du seuil de pauvreté (954 € par mois). J'ai proposé à tous le même questionnaire en commençant par cette question : « Pourquoi sont-ils pauvres ? » Ce -travail, qui m'a pris deux ans, m'a édifiée.

Qu'avez-vous découvert ?

Qu'il existe en France un racisme social bien plus important qu'on ne l'imagine. Je savais que les pauvres sont de plus en plus souvent désignés à la vindicte publique, mais je pensais que mes interlocuteurs allaient se censurer. Au contraire, ils ont laissé libre cours à leurs propos. Et j'ai vu s'exprimer un racisme de classe : les pauvres sont des idiots, des fainéants, des voleurs, des voyous. Et s'ils en sont là, c'est bien de leur faute ! J'ai retrouvé le discours qui prévalait au XIXe siècle sur les « classes dangereuses ». De la même façon que les gens hésitent de moins en moins à dire qu'ils votent Front national, parti xénophobe, ils n'hésitent plus à désigner les pauvres comme des parasites ou des assistés. Ce racisme social s'exprime ouvertement. Je ne m'attendais pas à ça.

Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Le discours sur la disparition des classes sociales a fait des ravages, car il a fait voler en éclats toute une

identité collective et a mis à mal des solidarités fortes. C'est la grande victoire du libéralisme. Désormais, c'est chacun pour soi. Je ne pensais pas que la propagande ultralibérale sur la responsabilité individuelle avait produit de tels effets. La majorité des personnes que j'ai interrogées m'ont expliqué que chacun avait sa chance, qu'il fallait savoir la saisir, et que les pauvres étaient coupables de leur état avant d'en être les vic-times. D'ailleurs, ce message est -martelé par les politiques, dans les médias, dans la publicité : nous sommes des individus responsables de notre -destin. C'est en partie vrai, mais en partie seulement. Nous ne partons pas tous avec les mêmes chances dans la vie, avec le même bagage culturel, avec le même -héritage. L'un de mes interlocuteurs l'a d'ailleurs très bien dit, reprenant la thèse de Bourdieu sur la reproduction sociale : « La pauvreté, c'est ce qui se transmet le mieux, avec le sida. »

Vous regrettez le fait que nous soyons revenus à une approche compassionnelle de la pauvreté...

En effet, la charité a pris le pas sur le politique et sur la justice : on augmente ou on diminue les aides sociales selon l'humeur politique du moment, on donne des couvertures ou on n'en donne pas selon les moyens disponibles, on donne de l'argent aux pauvres, puis on les force à travailler... Or, la compassion est toujours à géométrie variable, elle est toujours sujette à un retour de bâton. Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé ces cinq dernières années. On a créé un dispositif d'assistance, autrement dit de solidarité nationale comme le RSA, et il ne faut pas longtemps pour que cette mesure soit dénoncée comme de l'assistanat, qui autorise à punir les pauvres par un travail -obligatoire.

Le politique est là pour établir le droit et la justice, alors que la compassion est aléatoire, liée au bon vouloir des puissants. Lorsque j'ai posé la question « Pourquoi ça vous gêne qu'il y ait des pauvres ? », une bonne partie de mes interlocuteurs ont répondu : « Parce que ça fait mal au cœur. » Rares sont ceux qui m'ont dit : « Parce que c'est injuste. » La pauvreté cesse d'être une question politique quand on ne pense plus en termes de justice, mais en termes de philanthropie ou de charité. Il n'y a qu'à voir le comportement des milliardaires américains, qui accumulent des fortunes grâce à un capitalisme effréné, et qui vont distribuer une partie de leur argent au lieu de remettre en cause un système qui produit de la pauvreté. La lutte contre la pauvreté ne se pense plus en termes d'organisation collective ou de juste distribution des salaires, du travail, du capital, mais en termes compassionnels. Mais, pour reprendre l'idée de l'historien et homme politique polonais Bronislaw Geremek, lorsqu'on met en avant la pitié, la potence n'est jamais très loin.

Les pauvres seraient-ils victimes d'une forme de répression ?

Je le crois. Il suffit d'écouter les discours de certains responsables politiques pour comprendre que l'on veut les punir. Il faut remettre au travail ces fainéants qui nous bouffent la laine sur le dos, ces gens qui ne foutent rien et qui, pourtant, vivent bien mieux que nous. C'est inévitable : dès que l'on privilégie l'approche -

compassionnelle, on autorise aussi le châtimeur. C'est une approche affective qui ne permet pas de se donner les moyens de lutter contre la pauvreté et contre ses causes. Politiquement, on a délégué aux associations – qui font un travail remarquable – le rôle qui était dévolu aux politiques. Au lieu de combattre la misère, on se contente de soulager les misérables. Personne ne peut sérieusement remettre en cause le rôle indispensable des associations caritatives, même si elles permettent, malgré elles, au politique de se débarrasser de sa responsabilité. Le vrai combat à mener doit être collectif pour régler en amont la distribution du travail et la répartition des richesses. Une société civilisée doit donner sa place à chacun, en considérant que tous ont les mêmes droits.

Comment en est-on arrivé là ?

L'idée du collectif en politique s'est pour une part brisée contre ce XXe siècle barbare. Nous n'avons plus de modèle alternatif au capi-talisme effréné. Tout le monde est sommé de consommer pour exister. Mais le capitalisme, on le voit, produit des déchets industriels en même temps qu'il produit des rebuts humains, dont on ne sait plus quoi faire : les pauvres, les chômeurs et ces millions d'êtres humains qui meurent de faim à travers le monde, victimes d'un génocide silencieux. Et de la même manière que l'on est invité à trier nos déchets ménagers, certains voudraient recycler les déchets humains. Trier entre les bons pauvres – ceux qui travaillent pour un salaire de misère – et les mauvais pauvres – ceux qui survivent grâce aux aides sociales.

La vraie question n'est-elle pas celle de l'exclusion ?

Ce qui m'a frappé, c'est que la réalité n'a pas de pouvoir sur la certitude. Pourquoi les faits ne pèsent-ils pas sur ce que les gens pensent ? J'ai mené mon enquête entre 2010 et 2011.

À un moment de crise économique majeure, où la persistance et l'aggravation du chômage de masse ont détruit l'identité collective. Malgré les 5 millions d'inscrits à Pôle emploi, une partie des gens que j'ai interrogés me disent : « Ce n'est pas vrai, il y a du travail pour tous. S'ils sont chômeurs, c'est parce qu'ils ne veulent pas travailler. » On voit bien comment le gouvernement actuel a d'abord tapé sur ce qu'il appelle les assistés, avant d'agrandir la catégorie des boucs émissaires en l'étendant aux chômeurs. Les classes populaires ne se pensent plus comme un collectif qui a des armes politiques pour lutter contre son exploitation, mais comme des individus isolés, qui ont des droits à défendre isolément. Cela produit du ressentiment vis-à-vis des plus pauvres comme réponse collective au malheur social.

Pourra-t-on un jour éradiquer la pauvreté ?

Le sens même du politique est de tendre vers l'impossible. On ne peut pas renoncer à cet objectif.

Mais pourquoi sont-ils pauvres ? de Catherine Herszberg, Seuil, 20 €.

Riche d'enseignements, ce livre constitué de témoignages et d'analyses est un « voyage dans la France en crise ».